



Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est

Unité départementale des Ardennes
1 Place de la Préfecture - BP 60002
08011 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES, le 22/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



MÉTAL BLANC SA

48 rue Pasteur
08230 BOURG FIDELE

Références : S2-CaV/Jol-N° 2022/437
Code AIOT : 0005701056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement MÉTAL BLANC SA implanté RUE PASTEUR 08230 BOURG-FIDELE. L'inspection a été annoncée le 20/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MÉTAL BLANC SA
- RUE PASTEUR 08230 BOURG-FIDELE
- Code AIOT : 0005701056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Icd : Oui

La société Métal Blanc exploite une installation de recyclage de batteries usagées pour la production d'alliages de plomb de seconde fusion et de baguettes de soudure sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale portant sur la sous-traitance dans les installations SEVESO. L'inspection s'est donc attachée à vérifier le respect des prescriptions relatives au système de gestion de la sécurité de l'exploitant vis-à-vis de la sous-traitance uniquement.

Lors de la visite d'inspection, un sous-traitant était sur le site afin de changer la bande en caoutchouc présente sur le convoyeur du broyeur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Système de gestion de la sécurité appliqué aux sous-traitants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
3	Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Surveillance des performances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6	/	Sans objet
5	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un système de gestion de la sécurité (SGS). Les procédures du SGS sont écrites mais leur mise en oeuvre est partielle et présente des incohérences.

Ainsi, l'exploitant dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport pour justifier du respect de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, et en particulier les points 1 et 3 de l'annexe I du même arrêté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, SGS sous-traitance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement [...].
Constats : L'exploitant dispose d'un système de gestion de la sécurité (SGS). Les documents relatifs à la sous-traitance sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">- procédure SGS,- procédure gestion des entreprises extérieures,- plan de prévention,- permis feu. La conformité aux dispositions mentionnées en annexe I et la mise en oeuvre des procédures et actions prévues par le SGS sont vérifiées dans les points de contrôle suivants.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation, formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les besoins en matières de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées. Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : Un plan de prévention est établi avec chaque sous-traitant et détaille notamment la formation à dispenser. C'est lors de la rédaction de ce plan, en amont de l'intervention du sous-traitant, que la formation lui est dispensée. Elle porte sur les consignes de sécurité, la gestion des situations d'urgence, les risques spécifiques à l'activité et les équipements de protection individuelle (EPI). D'après ce document, la formation doit se finaliser par la réalisation d'un QCM . L'exploitant a indiqué qu'aucun QCM n'était complété à la fin des formations des sous-traitants. Il a précisé que le personnel de Métal Blanc en charge du sous-traitant vérifiait la bonne compréhension de la formation par le sous-traitant en dialoguant avec ce dernier et en observant son comportement. Cette vérification n'est cependant pas formalisée. L'exploitant s'assure que les sous-traitants disposent des qualifications nécessaires (CACES, habilitations électriques...) lors de la rédaction du plan de prévention. Les sous-traitants doivent s'inscrire sur un registre à l'accueil à leur arrivée et à leur départ du site. L'inspection a questionné le sous-traitant présent le jour de la visite à ce sujet. Il ressort de cet échange que le sous-traitant a une connaissance limitée des risques et enjeux de son environnement de travail (stockage de polypropylène à proximité et risque incendie associé). Les éléments indiqués dans la procédure sont donc partiellement mis en oeuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maitrise des procédés, maitrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures et instructions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous traitées, font l'objet de telles procédures [...].
Constats : Une instruction "Gestion des entreprises extérieures" est rédigée et permet de cadrer les interventions sur le site et d'éviter les accidents liés à la co-activité et aux interférences entre entreprises par la réalisation d'un plan de prévention et d'un suivi des interventions. Un plan de prévention est rédigé et signé avec chaque sous-traitant. Celui-ci s'accompagne d'une visite préalable commune. La visite permet d'identifier les lieux de travail, les installations s'y trouvant et les matériels éventuellement mis à disposition. Durant cette inspection, sont également identifiées les zones pouvant présenter des dangers pour les travailleurs et les voies de circulation à emprunter. D'après le plan de prévention, il doit être précisé si des zones sont interdites d'accès au sous-traitant en les dessinant sur le plan. Il a été relevé une incohérence dans le plan de prévention relatif à l'intervention du sous-traitant présent le jour de l'inspection. En effet, les zones entourées dans le document correspondent aux zones accessibles par le sous-traitant, et non aux zones interdites d'accès, comme stipulé dans le document. De plus, les risques spécifiques à la zone de travail ne sont pas tracés dans le plan de prévention (exemple : stockage de polypropylène à proximité - risque incendie). Le plan de prévention contient également une évaluation des risques et les mesures de prévention existantes ou à mettre en place par l'exploitant ou le sous-traitant. Un permis de feu est établi si l'activité fait partie de la liste des travaux par points chauds.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des performances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.6
Thème(s) : Risques accidentels, Evaluation des entreprises extérieures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : Les travaux effectués sont vérifiés par le responsable maintenance en présence du sous-traitant. Si les travaux présentent une non-conformité, celle-ci est relevée et fait l'objet d'une procédure relative au système de management de la qualité (norme ISO 9001). Une fiche d'événement sécurité / environnement est également mise en place et permet à n'importe quel salarié de signaler un danger. D'après la procédure "gestion des entreprises extérieures", des audits inopinés peuvent être réalisés pour vérifier l'application des consignes de sécurité, soit à la demande du référent Métal blanc, soit parce que la durée des travaux est supérieure à une semaine. Une grille est alors complétée.
Observations : Il n'y a pas eu de grille d'audit formalisée pour le sous-traitant qui est intervenu au mois d'Août 2022 alors que son intervention a duré plus d'une semaine - celui-ci étant déjà intervenu au mois de Mars de la même année (intervention de plus d'une semaine également). Un audit avait bien été réalisé en mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation de la sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation) de l'annexe I, des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Le plan de prévention précise les actions à mettre en œuvre en cas de situation d'urgence, en cohérence avec le plan d'opération interne (POI). La formation concernant les situations d'urgence est réalisée lors de l'élaboration du plan de prévention. Les moyens de secours et le point de rassemblement sont indiqués lors de la visite commune. Les sous-traitants ne participent pas aux exercices incendie. L'inspection a questionné le sous-traitant présent le jour de la visite à ce sujet. En cas de constat de départ de feu, il a indiqué qu'il allait soit éteindre l'incendie par lui-même (si possible), soit déclencher l'alarme incendie, et ensuite se diriger vers le point de rassemblement. Il n'a cependant pas rappelé immédiatement la consigne du plan de prévention, à savoir prévenir un salarié de Métal Blanc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet